

# CORONAVIRUS : REGARDS SUR UNE CRISE

La série de contributions "Coronavirus : regards sur une crise" de Terra Nova s'efforce de mettre en partage des réflexions, témoignages et questionnements suscités par la pandémie de Covid-19 et ses multiples conséquences. Nous avons souhaité à cette occasion ouvrir nos pages à de nombreux partenaires extérieurs d'horizons variés, témoins, acteurs, experts et constituer ainsi un laboratoire intellectuel à ciel ouvert. Les idées qui y sont exposées ne reflètent pas toutes les positions collectives de Terra Nova.

## LA PYRAMIDE INVERSÉE POUR RELANCER L'ÉCONOMIE DE LA CULTURE

05 mai 2020 | Par Françoise Benhamou, économiste, professeur à l'université Sorbonne Paris Nord, membre du Cercle des Economistes et Victor Ginsburgh, European Center for Advanced Research in Economics and Statistics (ECARES), Université libre de Bruxelles

Suivi des commentaires de François Moreau, Deolinda França de Vilhena et Pierre-Jean Benghozi

La crise sanitaire est inédite : une offre paralysée par la fermeture, complète ou partielle, passagère ou durable, de la production et de la distribution. Toute l'architecture des secteurs culturels s'est retournée : éditer ou produire sans être diffusé, répéter et jouer sans public, gardienner des salles de musées sans rencontrer de visiteurs, faire du virtuel l'unique moyen de conserver une audience... La fermeture des systèmes de distribution et de diffusion a conduit des films, des livres, des concerts et des spectacles à perdre leurs fenêtres d'exploitation.

Les acteurs installés sont garantis de l'essentiel : une survie qui sera soutenue par les finances publiques et les collectivités territoriales. Parfois, comme en Allemagne, des crédits considérables sont dégagés. On peut s'en réjouir. L'enjeu est celui de la sortie de crise, de l'élaboration de plans de relance dans l'espoir incertain du retour à ce qui existait.

Mais la crise actuelle a peu à voir avec celles qui l'ont précédée (1973-1975, 1993, 2008-2009). Ces crises conjoncturelles ont toujours heurté de plein front la culture, qui a toujours su jouer un rôle contracyclique efficace. Dès à présent et au moment des déconfinements puis du redémarrage de l'économie, et malgré la faiblesse du poids des secteurs culturels au niveau macroéconomique (2,3% de la valeur ajoutée et de l'emploi salarié), on retrouvera l'argument de la perte des retombées des événements et des équipements culturels. Economie territoriale, artistes, consommateurs finaux : tous les acteurs économiques sont touchés. Et la culture devra faire entendre sa voix face à chacun des autres secteurs, lancés dans la compétition pour les soutiens publics.

### **L'ERREUR MANIFESTE DU PASSÉ : LA RELANCE PAR LA CONSOMMATION**

Chaque secteur met en avant un manque à gagner qu'il faudrait compenser. Et chacun attend une relance par la consommation. Mais, la culture, qui représente 2.35% du budget des ménages, est composée de « biens supérieurs », ceux vers lesquels on se tourne quand la consommation des biens de première nécessité (nourriture, transports, logement, etc.) a été satisfaite. L'affectation budgétaire des ménages (le 2,35%) n'augmentera pas. La concentration des dépenses culturelles fait que seuls 10% des ménages font près de la moitié du total. Ces 10% sont ceux qui vont au théâtre, aux concerts, aux festivals... qui n'auront pas lieu, ou pas tout de suite, ou seulement en ligne. L'épargne forcée par le confinement n'engendrera pas de dépenses culturelles. Elle risque plutôt de passer d'épargne forcée à épargne de précaution, voire augmentation durable du taux d'épargne. Les anticipations sur le climat des affaires et les revenus connaissent des chutes jamais rencontrées. Ces mêmes anticipations prévoient une augmentation très sensible du chômage.

La reprise par la consommation est une chimère. Au mieux cette reprise ira lentement, faiblement, et dépendra largement des conditions réunies pour les « pratiques de sorties » tels la longueur des files d'attente et l'espacement entre les individus. Des reprises progressives ou locales auront lieu du côté des librairies, des galeries d'art... comme pour les magasins d'alimentation et les salons de coiffure. Selon les secteurs, des bosses mais aussi des creux sont à prévoir, qui suggèrent des solidarités de filières : durée d'exploitation future, reprise des dates, circulation des productions dans les réseaux, etc. Tout cela sera bien entendu nécessaire, mais insuffisant.

## LA RELANCE PAR LA PRODUCTION ET L'INVESTISSEMENT

Ce que nous proposons, c'est une logique de « New Deal ». Il faut bien sûr préserver l'essentiel et penser le futur. L'essentiel est le revenu, le futur est l'investissement. C'est donc par l'emploi qu'il faut commencer et par l'emploi du premier maillon de la production : les auteurs, les artistes, les créateurs. L'intermittence, si les dispositions déjà prises le permettent, sera essentielle. Elle préserve l'emploi du secteur le plus touché – le spectacle vivant – même si elle concerne aussi une large part de l'audiovisuel. Mais pendant combien de temps les revenus du régime de l'intermittence seront-ils versés ? Les intermittents forment le plus grand nombre d'emplois et une large part des revenus des professions culturelles. Les exemples du musicien qui voit son concert annulé, ou de la compagnie théâtrale qui n'ira pas en Avignon et de ce fait ne pourra négocier son activité à venir, sont légion. Les revenus des artistes sont indexés sur la distribution (ventes, programmation) et la production, notamment de spectacles à travers leurs cachets. Pour ce domaine, et d'autres peut-être, la fragilité des revenus affecte sérieusement les ménages concernés. C'est l'occasion de repenser des logiques contractuelles de plus long terme, car la pleine réouverture du monde du spectacle tardera : engagement à long terme, contrats à temps partiel, etc.

Dans cette logique toujours, il faut regarder le poids des secteurs culturels. Mais regarder le poids est de courte vue : que l'édition de livres pèse plus ou moins que la radio ou que la restauration du patrimoine, est de peu d'importance. Il faut, en effet, se tourner vers la valeur ajoutée relative au PIB et se demander quels secteurs contribuent le plus à l'économie générale.

C'est là que la pyramide, évoquée dans le titre, s'inverse : le secteur culturel est composé d'un nombre considérable d'entreprises qui concentrent l'essentiel des salariés, et de non-salariés. Il faut y ajouter la partie non marchande du champ culturel (20 % de l'activité) qui est la plus dynamique depuis plusieurs années. Des choix doivent être faits : faut-il ne soutenir que ceux sur lesquels « il pleut déjà » ou bien se tourner vers « là où ça pousse », et là où « il ne pleut pas », « là où c'est plus fragile », sur l'ensemble des territoires ? Tel est le cas du monde des associations culturelles.

Puisque ce n'est pas par la consommation que la culture renaîtra le plus vite, il importe de prendre en considération l'autre facteur de la relance : l'investissement, qui a un effet d'accélérateur. Quels secteurs créent le plus d'emplois, investissent le plus, quels secteurs sont alliés à d'autres secteurs dont ils entraînent l'activité ? Certains secteurs ont continué leur chemin.

Citons le jeu vidéo, le commerce en ligne, une partie de l'audiovisuel en dépit de la crise chez les annonceurs publicitaires. D'autres secteurs pourraient avoir des effets positifs évidents sur la reprise : la restauration de monuments – il en est partout – ou l'architecture qui ont partie liée avec le bâtiment et les transports. Le spectacle vivant comme les tournages de cinéma ont, dans une certaine mesure, cette même vertu d'irrigation d'autres champs de l'économie, A chaque fois, c'est par les premiers maillons des chaînes sectorielles qu'il faut recommencer.

## **DE LA BASE AU SOMMET**

La reprise partira ainsi des bases de l'économie de la culture : les auteurs, les artistes et les interprètes, les associations culturelles, les TPE de la culture. Ils font l'essentiel de l'emploi et de l'investissement culturel, ils sont ancrés dans des territoires. Ils s'inscrivent dans des cycles rapides d'échanges entre producteurs, fournisseurs, consommateurs. L'attention doit leur aller en priorité, même si cela contrevient aux réflexes habituels et se heurte aux demandes de soutiens venues d'autres acteurs du champ culturel. Elle ne leur est pas opposée cependant.

Ne sous-estimons pas l'extrême difficulté des arbitrages et des solutions pratiques. L'horreur du vide est féconde : le passage au numérique – parfois tant retardé dans la culture – s'effectue pour les festivals, les institutions patrimoniales et autres, et la concurrence dans l'innovation fera bientôt rage. Il faut sérieusement prendre en compte les petites formes artistiques, celles de la musique, du théâtre, celles qui existaient déjà dans les arts de la rue, les arts du cirque, les musiques actuelles, comme la musique de chambre. Des formes qui doivent bien être déconfinées, et qui peuvent être labellisées, aidées et financées autrement, par les dons, le mécénat sur billet, le financement participatif, selon des tarifications repensées. Les dépenses culturelles publiques sont très concentrées sur de grands établissements publics, ou à travers le financement publicitaire pour lequel un petit nombre d'annonceurs fait l'essentiel des dépenses sur un petit nombre de médias, et qui retardent leurs dépenses. Le processus d'une relance rapide et efficace oblige à des logiques inversées. Dans cette perspective, la relance de la culture et de certains médias invite à réarticuler une partie des relations entre l'État et les collectivités territoriales qui ont largement annoncé leur soutien au secteur culturel.

La culture n'a pas les mêmes caractéristiques que d'autres secteurs.

Elle est une partie faible de notre économie parce qu'elle ne peut souvent pas faire d'économies d'échelle : le Hamlet de Shakespeare a besoin de Hamlet et de son père, le Roi du Danemark, d'Ophélie, de Laerte, de Gertrude, de Polonius, d'Horatio et même de Rosencrantz et de Guildenstern, les amis de Hamlet. Le drame est injouable sans ces personnages. On pourrait sans doute se passer du soldat Francisco ... mais ce n'est sûrement pas l'acteur le mieux payé. Et ce qui caractérise le spectacle vivant prend d'autres dimensions dans d'autres pans des secteurs culturels : une offre surabondante, des produits toujours différents dans l'ignorance des recettes du succès, des emplois souvent – trop souvent – précaires, des petits musées et lieux délaissés au profit des plus visibles. La crise est peut être un moment à saisir, pour ces lieux qui seront plus aisément ouverts, afin de rencontrer un public et de déployer une offre nouvelle. Parce que le numérique demeure un substitut médiocre à l'expérience du spectacle et de la visite, mais aussi, parfois, un point d'entrée vers une fréquentation future, ses promesses ne sauraient être négligées. Mais il renvoie à des questions de valorisation des œuvres, à des problématiques de financement – notamment publicitaire – que la crise rend plus aiguës que de coutume.

Travailler à une meilleure articulation entre l'économie dans son ensemble et les secteurs culturels. Aider en priorité les artistes, auteurs et créateurs ainsi que les structures les plus fragiles, ceux et celles dont la voix ne se fait pas toujours entendre. Tels devraient être les deux impératifs qui guident les choix publics en ce moment inédit.

## **LA CRISE SANITAIRE N'AFECTE PAS UNIFORMÉMENT LA FILIÈRE MUSICALE !**

François Moreau, Economiste, Professeur à Sorbonne Paris Nord

Depuis le début du confinement, on observe un tassement voire une légère baisse des écoutes sur les plateformes de streaming musical, en raison notamment de l'effondrement des écoutes en "commutation". Toutefois, l'essentiel des revenus de ces plateformes résultant des abonnements, et non pas du volume de consommation individuelle, l'impact financier reste mineur pour elles et pour les maisons de disques qui perçoivent l'essentiel des revenus reversés aux ayants droits par les plateformes. Les artistes-musiciens, eux, dénoncent depuis plusieurs années la faiblesse des rémunérations perçues du streaming (celui-ci a en effet substitué les gains parfois substantiels mais éphémères que procuraient les ventes de CD ou de téléchargements à des gains le plus souvent très faibles mais récurrents). L'argument économique justifiant cette situation était celui de l'effet d'exposition que procurait les plateformes aux artistes, exposition qui était valorisée notamment sur le marché du spectacle vivant, principale ressource d'une majorité d'artistes-musiciens. Avec la crise sanitaire actuelle c'est ce fragile équilibre des intérêts des différents acteurs qui est rompu. Les artistes-musiciens sont clairement les plus affectés par la crise sanitaire actuelle alors que les producteurs sont - partiellement - protégés par le virage numérique pris beaucoup plus tôt dans la musique que dans les autres secteurs (en France en 2019, le numérique représente quasiment les deux-tiers des ventes de musique enregistrée).

## **DÉSENCLAVER LE SPECTACLE VIVANT**

Deolinda França de Vilhena – Coordinatrice de l'École Doctorale en Arts de la Scène à l'Université Fédérale de Bahia

Regarder du fin fond du Brésil les actions envisagées, discutées, concoctées en France, à mener dans le domaine de la culture et surtout dans le domaine du spectacle vivant, maillon faible de la chaîne de production, donc le plus touché, nous fait rêver. Chez nous, la situation est intenable, nous n'avons pas de Ministère de la Culture et surtout aucune volonté politique n'existe pour surmonter le démantèlement du secteur culturel. A cela il faut ajouter la totale désarticulation du monde de la culture face à la demande criante et urgente d'un plan national de développement. Mais, pour que ce plan existe, il est essentiel que le secteur soit organisé et engagé dans un exercice quotidien de pression du pouvoir dans toutes ses instances.

Hélas, ce n'est pas pour aujourd'hui. La France a beaucoup à nous apprendre dans ce domaine. Que ce confinement aide le monde de la culture en France. Que ce confinement soit l'occasion pour l'exception culturelle française de regagner sa place dans le monde. Que ce confinement permette de surmonter la peur naïve de devenir une branche de l'économie en acceptant de s'approcher de ce que l'économie de la culture peut nous offrir comme moyen de développement. Que ce confinement balaie la crainte du numérique et des écrans. Il est venu le temps de les envisager non pas comme des menaces mais comme des outils à mettre au service du spectacle vivant.

## **DES EFFETS INÉGAUX DU COVID-19 SUR LA CONSOMMATION ET LA CRÉATION**

Pierre Jean Benghozi, Ecole polytechnique

A l'heure du déconfinement, le monde de la culture affronte des difficultés inédites liées à l'arrêt complet de ses activités et à des perspectives de reprises si lointaines qu'elles affectent brutalement intermittents et artistes, structures de production, espaces de spectacle et lieux de patrimoine. Face à cette situation dramatique, tous ne sont pas touchés ni ne bénéficient des mêmes forces de résilience. Paradoxalement on n'a jamais autant "consommé" de livres, musiques, films... que pendant ces semaines et certaines industries ont pu en bénéficier par leur modèle économique, (jeux vidéos, SVOD). Mais pour d'autres, cela ne s'est fait au prix de la gratuité. Par ailleurs, au delà de quelques formes inédites de créativité dans cette période (surtout en musique vivante), ce sont des œuvres anciennes qui ont été mises en avant (voir la programmation du cinéma à la télévision). Enfin, si les grandes structures sont "too big to fail", les individus et les petites organisations n'ont pas les moyens de rebondir. Dans cette perspective, cette note sur cette "pyramide inversée" est particulièrement bien venue pour éclairer ces enjeux et nourrir la réflexion sur ce que devrait être une politique culturelle post covid.